

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

N° 348 - 27 novembre au 10 décembre 1981

18^e ANNÉE 2,50F

MALGRE LA FRONDE PATRONALE

La gauche au service du capital !

Le gouvernement Mauroy voulait faire de la réduction du temps de travail et de la «lutte contre le chômage» l'objet et l'occasion de négociations entre patronat et syndicats. Sa décision de gouverner par ordonnances en matière sociale montre bien les difficultés pour la gauche de mettre sa politique en pratique en pleine crise économique.

Une des «grandes idées» du gouvernement PS-PC, c'est de «combler le retard» qu'a pris la France sur les autres pays capitalistes pour créer un «tissu social de négociations» ou, comme on dit, de compléter la démocratie politique par la démocratie économique.

Les gouvernements successifs ont bien essayé, surtout après 1968, d'introduire des négociations systématiques, mais leur succès s'est limité à la fonction publique, au secteur nationalisé et à quelques entreprises pilotes du secteur privé.

Cependant il faut faire davantage et plus vite, surtout avec la crise internationale et les risques d'explosions sociales qui en découlent, afin de chercher à détourner les réactions ouvrières qui pourraient

s'en prendre à l'Etat, en mettant en place les canaux de négociation horizontale à tous les niveaux, bref afin de décentraliser les conflits sociaux.

Et l'urgence est d'autant plus grande que la restructuration et la concentration financières et industrielles exigées par la concurrence internationale accrue obligent l'Etat à une intervention plus grande dans l'économie, notamment par le biais des nationalisations, cet autre pilier de la politique de la gauche, ce qui revient objectivement à concentrer sur lui, plus encore que par le passé, la pression des luttes prolétariennes.

Après le 10 mai, il fallait donc à tout prix pousser les travailleurs à discuter avec les patrons. Mais pour cela il fallait lâcher quelque chose: on a donc parlé de réduction de la durée du travail et de la création d'emplois négociés dans le cadre du programme gouvernemental.

Il fallait aussi pousser la masse des patrons, c'est-à-dire le moyen et le petit patronat, à négocier, et même faire de la négociation une obligation comme

(Suite page 2)

INTERNATIONAL

Contre les préparatifs de guerre !

La crise qui se développe dans l'ensemble du monde capitaliste à l'Est comme à l'Ouest depuis les années 1974-75 a entraîné une aggravation des tensions inter-impérialistes à l'échelle mondiale. Cette aggravation, résultat d'une concurrence de plus en plus acharnée sur le plan économique pour l'approvisionnement en matières premières et la recherche des débouchés, s'est traduite sur le plan militaire par une accélération de la course aux armements, ainsi que par la recherche, et le maintien, de points d'appui stratégiques de la part des différents impérialismes.

Un des événements-choc de ces dernières années, et qui illustre bien la fin de la détente, est l'invasion russe en Afghanistan. Pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la Russie, sans remettre entièrement en cause le partage du monde issu des accords de Yalta, est intervenue dans un pays formellement indépendant, n'appartenant pas à la chaîne des pays qu'elle domine directement.

Cette intervention de l'impéria-

lisme russe, qui reprenait ainsi sa marche armée vers les mers chaudes, avait bien sûr une fonction stabilisatrice dans une région du monde fortement ébranlée par la «révolution» iranienne et où la disparition du gendarme du golfe créait un vide qu'il fallait absolument combler. Il reste que cette fonction contre-révolutionnaire, l'impérialisme russe l'a assumée au détriment de l'impérialisme américain. Cette avancée russe était aussi la réponse à la politique de l'encercllement auquel les Américains ont procédé, revirement chinois aidant, sur le flanc asiatique de la Russie.

Un autre événement qui montre qu'on est entré dans une nouvelle phase de la rivalité armée entre ces superpuissances est la question de l'Europe. L'annonce de l'installation des missiles américains en Europe pour répondre aux missiles russes, et tout récemment la reconnaissance ouverte de la part de l'impérialisme US de la possibilité d'une guerre nucléaire limitée à l'Europe, prouvent que les Russes et les Américains envi-

sagent sérieusement de se battre puisqu'ils viennent simplement de désigner leur premier champ de bataille.

Les réactions «pacifistes» et «neutralistes» qui se sont déroulées à peu près partout en Europe montrent bien qu'on est précisément dans une situation d'avant-guerre.

Cependant, on n'assiste pas seulement à un conflit entre les Etats-Unis et la Russie: des fissures apparaissent à l'intérieur de chaque bloc, minant leur cohésion et laissant entrevoir de futurs retournements d'alliances.

Aujourd'hui les Etats-Unis d'une part, la CEE d'autre part, mènent une guerre économique à base protectionniste contre le Japon. Pour sauvegarder sa politique d'ouverture à l'Est (l'Ostpolitik), l'Allemagne est obligée d'entrer en conflit avec les Etats-Unis. D'autre part, l'Europe occidentale dans son ensemble se sent menacée par la nouvelle politique américaine, et cette menace provoque des velléités d'autonomie.

(Suite page 3)

GREVES DES SANS PAPIERS

Une seule voie: la lutte collective !

Cela fait maintenant plus de deux mois que des grèves se succèdent chez les travailleurs sans-papiers dans le secteur de la diffusion. Cette lutte, qui s'organise dans un secteur extrêmement difficile, montre la voie à tous les travailleurs sans-papiers et donne un encouragement à tous les ouvriers, immigrés et français.

La fameuse «moralisation» du travail au noir sur le dos des travailleurs

On a affaire dans la diffusion à un secteur extrêmement éparpillé. Les patrons des boîtes de diffusion passent des marchés avec les grands magasins ou autres entreprises, les municipalités et les administrations pour la diffusion de prospectus, et les font exécuter souvent en sous-traitance par des artisans, le plus souvent sans facture.

(suite page 7)

SECURITE SOCIALE

Ils vous volent Défendez-vous !

1% de prélèvement supplémentaire pour les salariés et pour les chômeurs au-dessus du SMIC: un coup sur les travailleurs, qui rapportera 17 milliards. 4,5% de plus sur la part payée par les employeurs sur les plus hauts salaires: un coup, moindre, sur les employeurs, de 12 milliards.

Même les partisans les plus fidèles du gouvernement ont trouvé au plan pour renflouer la Sécurité sociale des allures «baristes». Pour éviter l'inflation (qui, elle, se porte toujours bien...), le gouvernement a préféré cette

voie à celle de l'accroissement de 2% de la TVA, qui aurait pesé aussi sur les revenus les plus bas, mais de façon moins voyante: il a ainsi entamé un peu plus son crédit auprès des travailleurs qui croyaient encore la gauche capable de trouver des solutions différentes pour lutter contre la crise. Les «compensations» annoncées à grand renfort de publicité sont minces: sur les 36 milliards récoltés, 8 seulement serviront à augmenter les prestations, notam-

(suite page 7)

ROUMANIE

Ceausescu lapidé: BRAVO !

La Roumanie est, avec l'Albanie, le pays d'Europe ayant le plus bas niveau de vie. La pénurie alimentaire s'aggrave, les salaires réels sont de plus en plus bas, le travail «volontaire» est de règle et les samedis ne sont pas chômés. Une situation explosive, et qui n'a pas manqué d'exploser.

Le 8 novembre, Ceausescu, «premier mineur» et «plus grand fils» de la Roumanie, a failli être lapidé par les mineurs en colère à Motru. La fureur des ouvriers vient de plus loin. Le 23 août, déjà, une manifestation pour réclamer du pain avait presque tourné à l'émeute à Timisoara. Depuis plusieurs semaines, la région de Gorj est en effervescence. Les premières émeutes datent du 16 octobre, ainsi que plusieurs grèves dans les usines de la région.

Tout ceci n'est pas sans rappeler l'expérience polonaise, à laquelle les ouvriers s'intéressent à travers les émissions de Radio Free Europe. Il manque aux ouvriers roumains l'organisation, et nous espérons que, suivant l'exemple du mouvement polonais, celle-ci ne manquera pas de naître. En tout cas, de telles émeutes ne peuvent qu'enthousiasmer ceux qui, comme nous, attendent que les faits eux-mêmes abattent le mythe du faux «socialisme» de l'Est que nous dénonçons depuis toujours. Vive la combativité des masses ouvrières roumaines !

DANS CE NUMERO A 8 PAGES:

- Circulaire du parti: nos axes fondamentaux d'intervention.
- Pologne, Mexique.
- Intérim, Réduction du temps de travail, Agitation pour le logement dans les PTT

Ils vous volent, défendez-vous

(Suite de la page 1)

ment pour maintenir la couverture sociale des chômeurs sans travail depuis plus de deux ans: c'est bien le moins, puisqu'ils paient!

Déjà avec Giscard et Barre, les travailleurs avaient réagi vivement contre l'augmentation des cotisations. Malgré l'effort des syndicats pour détourner les manifestations vers des revendications éloignées des besoins réels (pour une meilleure gestion de la Sécurité sociale, pour le retour des bonzes à la direction), ces manifestations avaient rencontré à la base un écho imprévu, comparées aux autres grandes «journées d'action» de plus en plus désertées. C'est que les travailleurs sont, comme on dit, «attachés à la Sécurité sociale» (qui englobe, avec les dépenses de santé, la retraite et les allocations familiales).

Au début de ce siècle, les syndicats ouvriers se sont battus à juste titre contre les prélèvements supplémentaires imposés aux salariés, ils ont revendiqué le report de ces frais sur la masse de plus-value prélevée par le capitaliste c'est-à-dire sur le patron. Ils ont critiqué à juste titre la «retraite

pour les morts»: et aujourd'hui encore, on sait que la grande majorité des travailleurs manuels n'atteignent pas les 65 ans au bout desquels, bien usés par le baigne productif, on leur fait miroiter le paradis du farniente à 2000 F par mois!

Cette bataille syndicale a été perdue. Le salaire différé que représentent les remboursements-maladie, la retraite et les allocations n'en sont que plus indispensables à la survie des familles ouvrières. Quel travailleur pourrait se payer le luxe d'un séjour à l'hôpital à ses frais, à 1000 F la journée, (somme qui couvre, outre les frais réels, les prébendes des patrons de la médecine, et l'énorme gâchis de la science médicale actuelle)?

Les ordonnances de 67 sur la Sécurité sociale ont à coup sûr préparé la classe ouvrière à la grande grève de mai 1968. Les replâtres de la gauche connaissent le présage, et s'en inquiètent. Ils cherchent une voie plus discrète pour boucher les trous: impôt sur le revenu (qui frappera surtout les plus contrôlables, les salariés), ou prélèvement sur les bénéfices de l'entreprise, et non

plus sur la seule masse de salaires versés, solution évoquée par le ministre de la «Solidarité». Mais comme elle veut en même temps éviter les «réactions psychologiques» des patrons, et «rendre plus neutre l'effet de la Sécurité sociale sur la vie de l'entreprise», (Le Monde du 21/11/81) c'est-à-dire ménager les employeurs, on voit mal comment le projet pourrait aboutir.....

Les patrons ont déjà annoncé qu'ils répercuteraient immédiatement sur les prix l'augmentation de leurs charges sociales, ce qui fera une hausse d'environ 0,7%!

Travailleurs, répercutez, vous aussi, en exigeant la hausse immédiate de vos salaires! Le patronat vous fait payer deux fois: prélèvement sur les salaires, et sur les prix: exigez le versement intégral du salaire différé, la gratuité des soins y compris pour les chômeurs rejetés de la production. Exigez l'augmentation des retraites et des allocations familiales et leur versement intégral à tous, y compris aux travailleurs immigrés qui continuent à être volés au profit des bâtisseurs de foyers-casernes!

11 novembre

A CHACUN SON IDOLE

Les socialistes français sont de grands patriotes. Au point que Jaurès, l'ancêtre vénéré, fait aujourd'hui figure de sorcière avec son pacifisme pourtant bien tricolore.

Les va-t-en guerre de la 3^e boucherie impérialiste qui s'annonce ont besoin d'adorer des idoles plus martiales. La propagande bourgeoise se déchaîne pour cultiver l'esprit guerrier des prolétaires peu tentés par l'aventure. Mireille Mathieu elle-même, la madelon de cette fin de siècle, apparaît en treillis à la une du «Parisien Libéré» faisant la tournée des popotes pour le contingent français en Allemagne.

Toute honte bue, Mitterrand s'en est allé quant à lui fleurir la tombe de... Clémenceau le 11 novembre dernier.

Clémenceau, le boucher en chef de l'impérialisme français, le chef de bande des décimeurs de prolétaires sous l'uniforme qui refusaient de tirer sur leurs frères allemands, le parrain de Foch et de Pétain.

Clémenceau, le premier flic de France, briseur de grève professionnel de 1916 à 1920, le géolier des cheminots révoltés de Villeneuve-St-Georges!

La gauche au service du capital

(Suite de la page 1)

le prévoit le projet Auroux.

Pour calmer sa hantise de la baisse du temps de travail, on lui promet de pouvoir obtenir des contreparties dans l'aménagement annuel du temps de travail afin de mieux plier la force de travail aux besoins de l'entreprise. Pour lui faciliter le truquage de l'emploi, l'Etat s'est mis à financer les charges sociales, à indemniser tous azimuts, tant et si bien que «jamais gouvernement n'avait tant aidé les entreprises».

Mais rien n'y fait! Les syndicats ont beau faire preuve de modération, le gouvernement a beau se mettre à genoux, ces messieurs du patronat boudent! Ils sentent bien que la crise signifie une concentration accélérée. Et si le consensus social, qui se nourrit de réformes, est présenté par le gouvernement comme une condition d'un effort productif sans heurts et donc d'une plus grande compétitivité, ils sentent bien que cette politique sociale est, en même temps, un instrument de concentration dont ils feront les frais. L'accord «de principe» sur les 39 heures n'a pas reçu le moindre commencement d'application!

Du côté de la classe ouvrière, la patiente expectative qui a marqué l'«état de grâce» a commencé à céder la place avec la rentrée à quelques grèves «balkanisées», mais combattives. On peut dire maintenant qu'avec le 1% de retenue d'assurance maladie le charme est rompu: il est clair que le gouvernement reprend d'une main ce qu'il avait donné de l'autre en juin avec le SMIC et autres mesurées, et qu'il poursuit la même politique d'austérité que Barre. C'est la raison pour laquelle la CFDT, le PC et la CGT ont dû se démarquer verbalement du gouvernement, afin de se mettre en situation de récupérer d'éventuelles réactions.

Le patronat refusant donc de céder par le dialogue les miettes que le gouvernement lui demande de distribuer, il faut donc avoir recours aux ordonnances, ce qui n'est pas sans apporter de l'eau au moulin de ceux qui agitent l'épouvantail du «mur de l'argent».

En fait, la grogne du patronat n'est pas le fameux «complot» de la classe capitaliste qu'on se plaît à nous présenter. Les entreprises publiques et les grandes entreprises privées, nationalisables ou non, qui concentrent l'essentiel du capital, ne semblent pas s'enflammer sous le vent de la révolte.

Et même si cela était le cas, cela ne pourrait pas conférer à la politique gouvernementale un caractère anti-capitaliste. Cela voudrait seulement dire que la classe capitaliste n'est pas d'accord avec certains aspects de la politique gouvernementale.

En l'occurrence, le sens de la politique de la gauche est de présenter une ligne de défense des intérêts collectifs de la classe capitaliste contre les intérêts de groupe certes importants, mais particuliers, de capitalistes.

C'est la raison pour laquelle ceux qui, comme les ex-gauchistes, conseillent au gouvernement de mobiliser les travailleurs «pour faire rendre gorge aux patrons» mentent aux prolétaires.

Pour les communistes révolutionnaires, le fait que l'Etat prenne ces mesures est une raison de plus pour démonter l'illusion de l'Etat-arbitre colportée par l'opportunisme et le réformisme «ouvriers».

Mais le recours aux ordonnances est aussi à double tranchant. Le peu de consistance des concessions accordées devra entraîner tôt ou tard précisément ce que la gauche cherchait à éviter: la concentration de la revendication prolétarienne, stimulée par la crise, non seulement en direction du gouvernement mais contre lui.

Admettons donc qu'une partie du patronat sabote la politique gouvernementale. Ce qui est encore plus vrai, c'est que la crise capitaliste sape les bases mêmes de la politique réformiste et de la paix sociale.

Pour récolter les fruits de cette tendance révolutionnaire, il est indispensable de lier la lutte pour la défense des conditions de vie du prolétariat à la lutte contre tous les gouvernements bourgeois et à la préparation de l'issue révolutionnaire à la crise capitaliste.

LE PS ET LA POLICE

Permanence de l'Etat musclé

Quelle différence y a-t-il entre la police sous un gouvernement de droite et sous un gouvernement de gauche? Ecoutons Defferre: «Sous le précédent septennat, la police était surtout tournée vers une activité antiouvrière, contre les grévistes, contre les travailleurs. Dans certains quartiers, étant donné la politique du gouvernement de droite, c'étaient le racisme, l'antisémitisme, les ratonnades» (Le Monde du 9.10). Et la Fédération Autonome des Syndicats de Police d'approuver «l'action d'un ministre qui tend à modifier l'état d'esprit des policiers dans le sens d'une réconciliation avec les citoyens» (ibid).

C'est sans doute pour «réconcilier les citoyens» avec la police que le gouvernement a décidé d'augmenter le budget de l'Intérieur de 20% et de recruter 6.000 policiers supplémentaires pour 1982, alors que le gouvernement précédent n'en avait prévu que 1.000. «Je veux, a dit le ministre de l'Intérieur, que l'on voit des policiers en uniforme dans les rues nuit et jour» (Le Monde du 13.10). C'est sans doute en vertu de cette «réconciliation» que la police a violemment tabassé les manifestants solidaires des prisonniers politiques devant le Palais de Justice, FR3 ou l'Elysée, expulsé les immigrés grévistes du local qu'ils occupaient Boulevard de la Bastille, quadrillé Lyon et sa banlieue, sans parler du quadrillage permanent de Belleville et Barbès et du métro parisien qui continue de plus belle. Defferre a encore précisé qu'il couvrirait toutes les bavures et défendrait au besoin les policiers mis en cause. Et de conclure: «La police doit être considérée par les Français et les Français comme leur défenseur naturel. Il doit exister non seulement une véritable confiance, mais aussi une véritable sympathie».

Mais c'est qu'il y a les «bons» et les «mauvais» Français. «Depuis que je suis au ministère de l'Intérieur, dit Defferre, j'ai donné comme mission à la police d'effectuer des recherches aussi bien à l'extrême-droite qu'à l'extrême-gauche, afin de démanteler ces mouvements qui portent atteinte à la sécurité et aussi à un certain nombre de principes sur lesquels nous ne pouvons transiger» (Le Monde du 11.11).

Les gouvernements passent, l'Etat bourgeois demeure. Ce n'est d'ailleurs pas d'hier que les socialistes ont œuvré à renforcer les forces de répression. C'est un gouvernement de gauche qui, après la Libération, a créé les CRS. Comment s'étonner si aujourd'hui le PS prend position pour un Etat de plus en plus musclé, de plus en plus efficace contre les «subversifs», et a le culot de réclamer en plus la «sympathie» des bons citoyens envers son œuvre de répression?

QU'EST-CE QUE LE PATRONAT ?

Il y a en France 1.150.000 entreprises de l'industrie et des services qui emploient des salariés. Mais seulement 175.000 d'entre elles employent plus de 10 salariés, et 3500 plus de 500!

En France, le patron moyen emploie 13 salariés (autour de 20 en Allemagne et au Japon, et autour de 60 aux Etats-Unis!), mais près d'un million de patrons ont moins de 10 employés. Cela n'empêche pas 3% des entreprises, les grandes, celles de plus de 500 salariés, de concentrer 60% de la main d'œuvre, et plus de 75% des investissements....

C'est dire que, malgré un processus de concentration rapide depuis vingt ans, la taille des entreprises françaises reste faible en moyenne, en dépit d'une extrême concentration bancaire et du poids important et croissant d'un petit nombre de grandes entreprises publiques et privées.

Cela donne à la masse du patronat une mentalité archaïque, malgré la tendance à la spécialisation qui condamne de plus en plus les entreprises à s'ouvrir vers des marchés plus vastes ou à sous-traiter, ce qui introduit des méthodes plus modernes.

Un des prototypes de ce nouveau patronat, «social» s'il vous plaît, c'est le tout récent président du CNPF, Yvon Gattaz. Il est connu pour son pamphlet intitulé «La fin des patrons», avec lequel il part en guerre contre le patron d'ancien style, le patron de «droit divin», paternaliste et anti-syndicaliste (il faut savoir que 50% des entreprises de plus de 50 salariés n'ont pas de comité d'entreprise, alors que la loi y autorise, parce que les patrons n'en veulent pas!), bref le patron qu'il dénonce comme «faiseur de grève»! Cela ne l'empêche pas de rester hyperlibéral, de se méfier des technocrates des ministères, de craindre l'intervention de l'Etat pour les nationalisations et la politique sociale coûteuse (sans refuser, en revanche, les commandes publiques et les subventions à l'exportation ou autres!).

Ces dernières années, le CNPF était parvenu à se soustraire en partie au poids de ses fédérations, qui en général, tirent en arrière, pour se brancher directement sur les intérêts des tendances les plus modernes du patronat, essentiellement grand et moyen, non sans accroc avec la Confédération Générale des PME qui y adhère. La nationalisation des grands groupes dont l'influence grandissait dans le CNPF provoque aujourd'hui la levée des boucliers des moyens et des petits patrons contre les risques de mainmise de l'Etat sur le CNPF par secteur nationalisé interposé et la crise économique se conjuguent pour entraîner un raidissement de la masse du patronat et une forte pression pour ramener le CNPF à une politique plus conforme à leurs tendances, d'où l'opposition actuelle entre le CNPF et le gouvernement de gauche.

PROBLEMES DE LA LUTTE OUVRIERE EN POLOGNE

Le poids du nationalisme et de l'Eglise

Il y a un an, le gouvernement polonais devait reculer devant les revendications ouvrières soutenues par un puissant mouvement de lutte. Voici maintenant que la direction de Solidarité, large organisation constituée sur la vague de ce mouvement, passe un accord de collaboration avec le gouvernement, en compagnie de l'Eglise.

Dans un pays où l'action de l'appareil d'Etat est entravée par l'effondrement du parti officiel qui en est la clé de voûte, l'armée, fondée sur le principe de la discipline hiérarchique, est tout naturellement conduite à prendre directement les affaires en main. Et malgré les réticences de la clique au pouvoir et de l'impérialisme russe à lâcher la bride aux forces sociales farouchement nationales et plutôt tournées vers l'Occident, elle doit associer au pouvoir d'une manière ou d'une autre l'Eglise pour son emprise idéologique sur les masses ouvrières et son «rôle modérateur» ainsi que Solidarité sans laquelle serait impensable la mise en place de la politique d'austérité indispensable à la stabilisation de l'économie.

Nous avons essayé d'expliquer dans le premier article de cette série pourquoi la classe ouvrière était finalement entraînée dans le sillage de la politique de réforme qui mène à la collaboration ouverte, malgré ses élans de combativité, en nous appuyant sur les données objectives de la situation économique et l'absence de perspective révolutionnaire, que personne n'ignore.

Encore faut-il considérer que les forces poussant vers la réforme ont pu trouver un impact dans la sensibilité politique du prolétariat, fortement influencé par le nationalisme et la reli-

gion. Il est donc utile d'expliquer et d'apprécier le poids de ces facteurs politiques et les problèmes qu'ils posent à la lutte prolétarienne.

Le nationalisme est la théorie de l'identité d'intérêts de toutes les classes sociales. Et l'histoire montre que là où la bourgeoisie a joué un rôle révolutionnaire, comme c'est le cas de la Pologne, le souvenir des luttes passées entrave la classe ouvrière dans son effort pour marquer ses intérêts de classe nettement distincts.

En Pologne, la succession des insurrections populaires a donné un brio particulier à l'idéologie nationale et a donné une assise démocratique et populaire au militarisme. En même temps, le fait que ce pays ait joué un rôle d'avant-poste de la révolution européenne vis-à-vis de la Russie féodale a fait de la démocratie et du militarisme polonais des instruments des grands Etats occidentaux. Cette double particularité explique que Pilsudski ait pu servir de rempart contre la révolution bolchévique et qu'il ait pu retourner au pouvoir en 1926 avec l'appui de la gauche, y compris du PC!

La contre-révolution qui a emporté l'Etat prolétarien de Russie et le mouvement communiste international n'a pas seulement privé le prolétariat de sa perspective propre, en Pologne comme partout ailleurs. Comme Lénine en avait évoqué l'hypothèse, elle a aussi fait retourner l'Europe de l'Est cinquante ans en arrière en nourrissant dans ces pays des mouvements à caractère national en réaction au chauvinisme impérialiste grand-russe. La Pologne s'est trouvée aux premières lignes de ce phénomène, puisque Staline s'est entendu avec Hitler pour son partage en 1939,

et que tous deux se sont ensuite tacitement entendus pour écraser dans le sang la Commune de Varsovie.

La trahison totale des démocraties occidentales, qui ont entièrement respecté les revendications russes sur la Pologne en livrant leur glorieuse alliée à la domination de Moscou en 1945, et la soumission totalement confirmée depuis de la démocratie petite-bourgeoise aux Occidentaux (1) privent assurément le nationalisme bourgeois, qui a besoin comme tout nationalisme de coïncider avec la volonté d'une classe pour devenir une force historique, de sa colonne vertébrale, mais il reste indéniablement une idéologie populaire.

La vivacité de l'influence de l'Eglise est sans doute liée à ce fait. En effet, l'Eglise n'est pas seulement un ingrédient traditionnel du nationalisme polonais du fait qu'elle symbolise historiquement l'unité de la Pologne et son particularisme par rapport à la Russie, de tradition religieuse différente. Après la déconfiture des forces politiques liées à l'Occident et la liquidation du militarisme polonais par l'impérialisme russe après 1945, elle est aussi restée la seule force nationale organisée indépendante de la Russie, et les puissantes racines agraires de la Pologne lui ont permis de trouver l'oxygène pour capitaliser les réactions aux exactions de la nomenklatura et de l'impérialisme russe.

Tant et si bien lorsque que le courant socialiste reconstitué sous la bannière de la «révolution anti-bureaucratique» de Kuron et Medzelewski a trouvé l'occasion de s'enraciner dans la classe ouvrière, en prenant appui, avec le KOR, sur son besoin d'organisation, il n'a pu le faire qu'en utilisant,

comme tout le monde, les réseaux de liaison nationaux fournis par l'Eglise qui participait elle aussi à ce mouvement.

Le dernier Congrès de Solidarité a révélé l'acuité des oppositions qui existent entre la social-démocratie, elle-même partagée entre les tendances autogestionnaires et les tendances du KOR, et la mouvance nationaliste (2). C'est naturellement le courant nationaliste qui est le plus lié à l'Eglise. Mais si on y trouve Walesa et ses partisans, qui font figure de modérés même par rapport à Kuron et à ses amis, partisans d'un compromis avec le gouvernement sur la base d'une ouverture démocratique à l'espagnole, on y trouve aussi des forces entraînant des prolétaires combattifs réticents à tout compromis avec le gouvernement.

Il est indéniable qu'une telle réalité est hautement contradictoire. L'idéologie religieuse est un fil d'acier qui permet à l'Eglise, qui est nécessairement une force, un parti d'ordre et de conservation sociale, de tirer les ouvriers combattifs influencés par elle vers le compromis et la soumission aux exigences de la «Sainte-Pologne». C'est d'ailleurs un fil aussi efficace que celui de la démocratie, tenu en Pologne par la social-démocratie occidentale.

Mais la force des antagonismes matériels est telle, en même temps, que les prolétaires qui cherchent à tenir ferme sur leurs revendications doivent tôt ou tard être édifiés par la collaboration de plus en plus ouverte de l'Eglise avec un pouvoir contre lequel ils sont contraints de lutter. C'est sur ces facteurs matériels puissants et les exigences de la lutte de classe qu'un noyau de parti marxiste

pourra s'appuyer pour arracher la classe ouvrière à l'influence de l'Eglise et du nationalisme.

Pour l'immédiat, des réactions à l'Eglise peuvent même rester empreintes dans une idéologie nationaliste en donnant vie à une sorte de «nationalisme par le bas», une sorte de mariage entre nationalisme et socialisme, du genre de celui qui a précisément été une faiblesse de la Commune de Paris, et dont il serait tragique, à plus d'un siècle de distance, d'avoir à refaire l'expérience.

C'est une tâche impérieuse du parti que d'aider de toutes ses forces, et notamment par sa contribution théorique, le prolétariat polonais à retrouver les armes de la théorie marxiste et du parti révolutionnaire communiste et internationaliste. Mais il est clair que le retour du prolétariat occidental à la lutte ouverte contre la bourgeoisie ainsi que les manifestations de vie de la classe ouvrière russe favoriseraient considérablement cette tâche en fournissant à la classe ouvrière polonaise un terrain plus facile pour dépasser l'isolement politique où cinquante ans d'histoire l'ont enfermée, et pour dépasser le nationalisme et la religion.

(1) Voir l'article intitulé «La Pologne, point névralgique de l'ordre impérialiste mondial» dans notre revue Programme Communiste n° 84-85

(2) Voir l'article «Pologne: la montée d'un contre-pouvoir et l'aggravation de la crise» (Le Monde diplomatique d'octobre 1981) qui décrit les différents courants politiques existants dans le pays.

Brochure "Le Prolétaire"
WALKA KLASY
ROBOTNICZEJ

LE MEXIQUE ET LES IMMIGRES

Deux poids deux mesures

Il y a aux Etats-Unis environ six millions d'immigrés sans-papiers. Chaque année, plus d'un million d'entre eux sont reconduits aux frontières (on parle d'un travailleur de vingt-cinq ans qui a été expulsé dix-neuf fois!). 92% de ces «clandestins» proviennent du Mexique et sont souvent arrivés en traversant à la nage le Rio Grande, ce qui fait qu'on les appelle «espaldas mojadas» (dos mouillés).

Le Mexique, qui se vante d'avoir une tradition «progressiste», proteste bruyamment contre les brutalités policières et les expulsions massives de ses ressortissants. Récemment, à l'occasion de sa visite à Washington, le président du Mexique, Lopez Portillo, a soulevé la question de la régularisation au moins des actuels résidents. Les «droits de l'homme» doivent être respectés, que diable!

Mais si le Mexique est exportateur d'une main-d'œuvre à bon marché et se réjouit de la soupape de sûreté que l'émigration clandestine ouvre au

mécontentement intérieur, il est aussi le pays où affluent de préférence les réfugiés politiques du Guatemala et du Salvador. Persuadés de trouver une bienveillante hospitalité dans un pays connu pour ses traditions d'«asile politique», ceux-ci se trouvent brusquement confrontés à la réalité. Ils sont considérés comme des intrus dans un Etat comme celui de l'Etat de Chiapas qui, bien que riche en pétrole, en café, en bois précieux et en minéraux, est l'un des plus pauvres de toute la confédération mexicaine. Comme le rapporte le Financial Times du 24 octobre, 64% de ses «habitations» (en réalité le plus souvent des cabanes) n'ont pas l'électricité, et 55% n'ont pas l'eau courante. Vive l'asile politique, mais une chose est de l'accorder à des persécutés isolés, autre chose est de l'étendre à une masse de 100.000 individus installés dans une région difficilement contrôlable parce qu'en grande partie couverte d'une jungle épaisse sur une frontière de 600 km avec le Guatemala; une masse de désespérés dont la présence risque de créer de l'agitation et des désordres à l'intérieur, et d'attirer les foudres de gouvernements totalitaires à l'extérieur.

Que faire ? Exactement ce qu'on reproche aux Etats-Unis: mettre élagamment à la porte les réfugiés et leurs familles. C'est pour cela que depuis quelques temps l'Etat de Chiapas fourmille de policiers et de militaires. C'est pour cela que le nombre des expulsés a été multiplié par quatre en 1981 par rapport à l'année précédente. Et être expulsé signifie être rejeté dans les geôles de juntas militaires qui sont bien loin de se préoccuper des... droits de l'homme. Le Mexique «progressiste» révèle ainsi l'autre face de sa médaille. Ce qui est vrai au-delà du Rio Grande ne l'est plus en deçà de la frontière entre le Mexique et le Guatemala!

Contre les préparatifs de guerre !

(Suite de la page 1)

Les événements de Pologne, mais aussi d'une façon générale l'existence en Europe de l'Est de courants favorables à une plus grande autonomie par rapport à la Russie, montrent qu'il y a aussi des tendances centrifuges dans le bloc russe.

Le «non-alignement» n'est plus qu'un slogan creux. A peine arrivées au pouvoir dans les pays moins développés, les bourgeoisies nationales et les chefs des mouvements de libération se louent au plus offrant en croyant pouvoir exploiter à leur profit l'opposition entre les superpuissances alors qu'ils ne sont que des pions sur un échiquier qui les dépasse. La fin de la phase des révolutions anti-coloniales, essentiellement signalée par le revirement éhonté de la bourgeoisie chinoise qui s'est jetée dans les bras de l'impérialisme le plus coriace, les Etats-Unis, a profondément accentué cette tendance inélabile.

La crise dans laquelle se débat le capitalisme mondial provoque des explosions de plus en plus fréquentes de guerres locales, dont les conséquences sont de moins en moins contrôlables. De plus en plus de points chauds apparaissent, où le capitalisme ne peut plus défaire le noeud de contradictions nationales et sociales qu'il a créées. Et les Sarajevo se multiplient, d'où pourra jaillir l'étincelle qui allumera la troisième guerre mondiale.

C'est le cas au Moyen-Orient, où aucune trêve ne tient plus de quelques mois, où la guerre éclate déjà hors des calculs des grandes puissances et où, loin de s'atténuer, la lutte armée des classes et des nationalités opprimées (Kurdes, Palestiniens) s'aggrave continuellement. Et telle est la situation dans la plus grande partie du monde (Amérique centrale, Afrique du Sud, Asie du Sud-Est, etc.)

Incapable de résoudre la crise qu'il a lui-même engendrée, le capitalisme prend résolument le chemin de la guerre générale. Telle est la politique impérialiste pour les prochaines années.

La propagande pour la guerre a déjà commencé. La bourgeoisie appelle à la défense nationale, aujourd'hui sur le plan économique, demain sur le plan militaire, contre un agresseur extérieur. L'agresseur peut changer: l'essentiel est que contre lui se mobilisent soldats et travailleurs pour un nouveau carnage impérialiste. Déjà la bourgeoisie réalise, selon les situations, les premières mesures de militarisation, en partant de la discipline dans les usines et de la répression policière. Le drapeau change en fonction des situations. Défense de la démocratie, défense du «socialisme», défense de la liberté, de la patrie, de la nation, de l'indépendance et même défense de la paix: ce sont là les vieux oripeaux derrière lesquels on a déjà masqué deux guerres mondiales.

Mais la crise économique et l'oppression sociale grandissante ont mis en mouvement les premiers bataillons du prolétariat international. Dans les maillons les plus faibles de la chaîne impérialiste (Iran, Turquie, Maroc, Brésil, etc.) la colère des prolétaires et des masses exploitées et opprimées a déjà explosé à plusieurs reprises. Parallèlement à l'extension des zones chaudes de la guerre s'étend la zone des luttes sociales qui aujourd'hui atteint déjà l'Europe (Pologne) et qui se rapproche des centres névralgiques de l'impérialisme (Angleterre).

L'ère de la guerre est aussi l'ère de la reprise internationale de la lutte des classes. La bataille décisive des prochaines décennies sera celle qui aura lieu entre les forces qui travaillent pour la guerre impérialiste et celles qui travaillent pour la révolution prolétarienne.

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale

(Manifeste du Parti communiste international - 1981)

72 pages - Prix : 6 F

LE PROLETAIRE SUPPLEMENT SUISSE

novembre 1981.

Au sommaire:

— Edito: la crise rallumera les luttes ouvrières.

— France: le réformisme à l'œuvre.

— Fonction publique: Bilan d'une déroute.

— Sur le journal "Rupture".

— Contre la guerre, le pacifisme est vain.

— L'Étincelle, un juste travail

d'organisation.

— Notes syndicales.

— Le Manifeste du Parti.

— Aux urnes, citoyens!

— Réforme scolaire.

— Genève: les moyens de la répression.

— C'est le capital qui tue, pas la nature.

— Répression en Algérie.

CIRCULAIRE DU PARTI - OCTOBRE 1981

Axes fondamentaux d'intervention

Nous avons décrit dans la première partie de cette circulaire les principales lignes de tendance de la situation internationale. Cette situation éclaire les directives données ces dernières années pour mieux armer le parti sur le plan tactique et organisationnel, et trace à notre activité une série de **parcours obligatoires** qu'il faudra suivre

avec résolution en étant parfaitement conscients du fait qu'éviter les graves tâches qui en découlent équivaudrait à nous renier nous-mêmes et à renier notre programme.

Ces tâches se présentent à nous dans un grand nombre de secteurs possibles d'intervention, avec un double caractère.

Politisation des luttes

1) Elles nous imposent d'intervenir dans des mouvements qui ne peuvent pas objectivement ne pas se heurter à l'appareil d'Etat bourgeois, central et périphérique, et donc qui soulèveront nécessairement des problèmes politiques, et en premier lieu, le problème de **savoir dépasser**, et **comment**, le plan de la pure et simple lutte revendicative pour affronter, ne serait-ce qu'en mettant ce problème sur le tapis, la question de l'Etat. Ceci offrira à notre propagande, à notre agitation et à nos efforts pour orienter et aussi pour organiser le mouvement social immédiat, des possibili-

tés et des perspectives dont nous devons nous préparer à tirer profit tant pour élargir le rayon de notre influence **au sein de la classe** que pour élargir l'horizon de la **lutte de classe** et en élever le niveau.

D'ailleurs c'est cette même tendance que montreront inévitablement les agitations et les grèves que le prolétariat d'usine sera poussé à lancer dans la mesure où croîtra le nombre des chômeurs et où s'effondrera l'édifice des garanties et des systèmes d'assistance sociale propres aux années passées.

La lutte contre les idéologies adverses

2) La tendance à la «politisation» des luttes et des organismes qui naissent ou qui sont constitués en fonction de ces luttes, et le fait qu'ils concernent également des demi-classes non prolétariennes, les expose à la pénétration et à l'influence d'idéologies que le marxisme a toujours considérées et dénoncées comme étant étrangères et, en définitive, opposées aux buts du mouvement ouvrier: le spontanéisme, l'immédiatisme, les positions anti-parti, l'anti-syndicalisme, l'ouvriérisme, etc. Le parti doit se préparer non seulement à contrer ces idéologies et les forces politiques qui leur correspondent mais aussi,

comme nous l'expliquerons plus loin, à les combattre au point, dans certains cas, de dégager sa propre responsabilité de formes de lutte et d'organisation dans lesquelles se reflètent des intérêts, des conceptions et des méthodes de nature irrémédiablement non prolétariennes. Il s'ensuit que l'appréciation dans un sens positif des aspects de la situation que nous avons indiqués doit toujours s'accompagner chez nous de la conscience du fait que le terrain sur lequel nous pouvons agir ainsi comme élément **actif** de l'histoire est extrêmement délicat.

Degrés d'intervention

D'autre part, il est certain que certains «axes d'intervention» du parti prennent aujourd'hui une importance plus grande que d'autres, il doit être clair qu'aucun d'entre eux n'est concevable séparément de l'ensemble des tâches que le parti doit remplir en toute situation. Le rapport entre ces différents axes peut certes être variable en fonction de la situation, mais si certains peuvent avoir plus d'importance à un moment donné, cela n'implique pas que nous renoncions aux autres.

La défense de la théorie est inséparable de la propagande et du prosélytisme et ces derniers sont inséparables de l'intervention dans les luttes ouvrières, du renforcement et du développement de l'organisation, etc. En outre, les différents secteurs et les différents champs d'intervention sont inséparables entre eux. Il doit être également clair que comme ils sont tous liés à une situation éminemment **dynamique**, aucun n'assume une importance **absolue** ou **exclusive**, même si certains (comme la lutte contre la guerre) peuvent être considérés comme étant destinés à devenir permanents dans un

avenir proche. Leur caractère de tâches de parti n'implique pas, d'autre part l'idée que chaque **section** doive remplir ces tâches avec la **même** intensité ou le **même** volume d'activité indépendamment des forces dont elle dispose et des possibilités réelles offertes par le milieu dans lequel elle travaille. Inversement, il doit être clair que leur caractère **relatif** ne doit jamais servir de justification pour éluder le travail ou le considérer comme facultatif.

Les indications qui suivent ne prennent en compte, enfin, que **quelques** aspects du problème. Nous renvoyons à des circulaires ou à des documents ultérieurs des questions comme, entre autres, l'analyse détaillée des forces qui naissent des développements mêmes du mouvement social, et que nous rencontrerons forcément sur notre chemin (étant bien entendu que cette **rencontre** pourra être en même temps, et sous d'autres aspects, un **affrontement**). Nous ne développerons pas non plus l'exigence d'une structure organisationnelle du parti adaptée aux tâches à remplir dans le cycle historique qui s'ouvre.

La lutte contre les préparatifs de guerre impérialiste

Aucune intervention du parti, qu'il s'agisse de la propagande, de l'agitation ou de la participation aux luttes ouvrières, ne peut aujourd'hui être séparée d'une réponse non seulement politique et générale, mais pratique et détaillée, au cours de

la société capitaliste vers le réarmement, le militarisme et finalement, la guerre (sans que pour autant nous tombions dans le piège d'une exagération concernant la proximité des délais).

Incessante activité de dénonciation

Toute l'organisation doit donc se sentir engagée, et plus tard **mobilisée** dans une incessante activité de dénonciation:

□a) des dépenses militaires croissantes et de leurs répercussions sur les conditions de vie et de travail des masses laborieuses déjà sérieusement touchées;

□b) des menées impérialistes non seulement des super-puissances, **mais aussi et avant tout** de la bourgeoisie de notre propre pays;

□c) des préparatifs de guerre masqués derrière la rhétorique écœurante des discussions sur la détente et le désarmement;

□d) de la complicité de l'opportunisme social-démocrate et «national-communiste», qui sacrifie à de prétendues exigences de «défense de la paix» et de

«défense du pays contre des interventions extérieures» les intérêts réels du prolétariat et qui jette avec sa politique de solidarité nationale et d'austérité pour «sortir de la crise», les bases de la collaboration entre les classes et d'union sacrée indispensable à chaque bourgeoisie nationale pour lui permettre d'entrer en guerre avec un minimum de consensus ou au moins d'adhésion des travailleurs;

□e) de tous les arguments avancés pour justifier la participation à la guerre et donc sa préparation;

□f) de la «militarisation» croissante de la société avec tout ce que cela implique du point de vue de l'aggravation de la vie en usine et du développement de la répression.

Incessante activité d'explication

□a) Sur le lien existant entre militarisme et guerre d'une part, capitalisme et impérialisme d'autre part;

□b) sur le caractère non seulement illusoire mais défaitiste (sur le plan de la préparation classiste et révolutionnaire du prolétariat) du pacifisme, des appels «à la raison», aux sentiments humanitaires des puissants de la terre, ou bien aux droits de l'homme et du citoyen; des pétitions et des «marches de la paix» dans leurs innombrables variantes;

□c) sur l'action objectivement **désorientatrice** (et à long terme convergente avec la propagande pour la guerre) de tout mouvement qui, sous prétexte de s'opposer à la guerre et aux forces plus directement responsables de sa préparation, dirige la haine et la colère des grandes masses **contre l'une ou l'autre** des super-pui-

sances, présentée comme étant la seule véritablement belliciste et impérialiste à l'exclusion de l'autre grande puissance ou des puissances mineures. Ces dernières, bien qu'alliées à l'une ou l'autre super-puissance pourraient bien changer de camp à la suite d'un prudent calcul d'opportunité (antiaméricanisme ou antisoviétisme qui se présente sous la forme du «neutralisme»), (ou comme aujourd'hui en particulier de la «troisième voie européenne»);

□d) sur l'impossibilité d'«arrêter» les préparatifs de guerre et, à plus forte raison la guerre elle-même autrement que par la **lutte de classe**, une lutte de classe soutenue dans ses aspects mineurs et les plus insignifiants, de façon intransigeante et poussée toujours plus jusqu'à son expression ultime: le **défaitisme révolutionnaire** et la **guerre civile**;

Incessante activité de préparation

Une incessante activité de préparation des conditions subjectives du point culminant représenté par le **défaitisme révolutionnaire**:

□a) en opposant dès maintenant dans les luttes revendicatives le refus de la solidarité nationale, de la conciliation entre les classes, de l'austérité, etc., au nom du soi-disant «bien commun» et des soi-disant «intérêts supérieurs» du pays, aux campagnes visant à subordonner à ces soi-disant impératifs la défense et l'affirmation des intérêts des travailleurs;

□b) en utilisant **certaines** manifestations contre la guerre, à partir des exigences qui s'expriment à travers elles, pour les transformer en épisodes de lutte effective **contre** la guerre et les dépouiller ainsi de leur caractère pitoyablement pacifiste;

□c) en faisant de la propagande autour

des points énumérés ci-dessus surtout parmi les **jeunes**, en tissant des liens organisatifs parmi les appelés, qui sont dans leur majorité des prolétaires, soit directement à travers les articulations périphériques du parti, soit à travers d'éventuels organismes de défense immédiate, selon des directives qui seront données en temps opportun.

Tout ceci doit se faire **conjointement** à travers la presse, la propagande, la participation (interne ou externe, selon les cas) à des luttes et à des organismes antimilitaristes et anti-guerre, l'intervention dans les luttes revendicatives, etc, en étroite liaison avec les organes centraux et en étant bien conscients des problèmes d'organisation interne et de sécurité que le développement de telles actions, qui ont d'ailleurs une ampleur et un caractère internationaux, implique nécessairement.

Le travail parmi le prolétariat industriel

La juste appréciation du caractère positif de luttes qui se déroulent pour la défense des conditions **générales** de vie des grandes masses, **en dehors du lieu de travail**, ne doit pas nous faire oublier que le centre de la «guérilla quotidienne contre le capital», qui est aussi «l'école de guerre» de la révolution prolétarienne, reste le **prolétariat industriel** (y compris naturellement les travailleurs employés dans les grandes entreprises agricoles capitalistes). Elle ne

doit pas nous faire oublier non plus que l'état de relative apathie dans lequel se trouve **aujourd'hui** le prolétariat non seulement n'exclut pas, mais **renforce** la perspective de son retour au premier plan à travers une succession **d'explosions brusques et violentes** comme celles dont continuent à être le théâtre surtout les pays du Tiers et du Quart Monde, et qui doivent nous trouver de moins en moins impréparés.

Brochures «Le Prolétaire»

| | |
|---|-----|
| 5. Question féminine et lutte de classe | 4 F |
| 6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois | 5 F |
| 7. La grève des nettoyeurs du métro | 4 F |
| 8. Violence, terrorisme et lutte de classe | 4 F |
| 9. Elections et gouvernement de gauche: mystifications bourgeoises | 4 F |
| 10. Postiers en lutte (la grève de janvier-février 1978 à Créteil et dans les centres de tri | 5 F |
| 11. Auschwitz ou le grand alibi | 3 F |
| 12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration | 5 F |
| 13. Le marxisme et l'Iran | 5 F |
| 14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de six années de lutte | 4 F |
| 15. Contre la farce électorale, pour la lutte de classe, pour la révolution | 3 F |
| 16. Pour des revendications et des méthodes de classe (orientations pratiques d'action syndicale) | 4 F |
| 17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale | 6 F |

on du parti pour le proche avenir

Le travail d'usine

Notre présence à l'usine, là où elle existe, doit donc être **renforcée** tout autant que notre présence dans des organismes parallèles, extra-syndicaux ou même, là où c'est possible, syndicaux, pour intervenir avec un maximum de continuité et de cohérence dans les luttes et les agitations pour le salaire et la défense de l'emploi, contre l'intensification de l'exploitation, contre la mobilité croissante de la force de travail, contre l'exaltation de la qualification en tant qu'arme de division des prolétaires et de stimulant dans la recherche de «solu-

tions» individuelles à la «question ouvrière», et pour le retour à des méthodes de lutte classistes intransigeantes. Là où au contraire nous ne sommes pas présents, on devra suivre avec la plus grande attention la situation des usines les plus durement touchées par les licenciements et donc les plus susceptibles d'entrer (ou déjà entrées) en grève pour y apporter l'oxygène vital d'une propagande et d'un appui inspirés par les principes de la lutte de classe indépendante et sans quartier.

Liens entre actifs et chômeurs

D'autre part, c'est à nous qu'il appartient, en premier lieu, d'apporter notre contribution, afin que, entre les organismes auxquels les chômeurs tendent de plus en plus dans certains pays à donner naissance hors des syndicats et des usines d'une part, et les ouvriers d'usine et leurs organes représentatifs d'autre part, (surtout si ces

derniers ne sont pas directement contrôlés par les centrales opportunistes), s'établissent ces liens de connaissance et d'intérêt réciproque qui sont la condition d'une manifestation réelle de **solidarité**, des liens que les patrons travaillent à empêcher ou à rompre pour des motifs évidents et avec la complicité des syndicats tricolores.

Jeunes, immigrés, squatters, etc.

Les luttes contre le militarisme et les préparatifs de guerre et les mouvements de chômeurs introduisent directement dans le domaine extrêmement fécond mais aussi très délicat des luttes et des agitations des **jeunes**, qui constituent d'une part le plus haut pourcentage des chômeurs et, d'autre part, le noyau essentiel des «forces

armées» de chaque pays. A ce domaine se rattachent d'autre part (même si elles ne s'y identifient qu'en partie) les luttes de résistance des travailleurs **immigrés, des squatters, des prisonniers politiques** et les luttes de défense **contre la répression**. A ce propos trois points doivent être rappelés.

Le heurt avec l'Etat

□ a) Autour de tous ces problèmes sont nés et continuent inévitablement à naître des mouvements qui occupent **aujourd'hui** de façon déterminante la scène des conflits sociaux et qui, par leur caractère presque toujours violent, par le terrain (la rue, le quartier) sur lequel ils se déroulent, par la répression qu'ils rencontrent (de la part de l'Etat ou des autorités locales), **anticipent**

et, d'une certaine façon, préfigurent les grandes batailles prolétariennes — pas seulement économiques — de demain (qu'on pense d'une part, à Londres et à Manchester et, d'autre part, à Berlin, pour parler d'événements récents). Ils ne peuvent donc pas nous voir seulement comme des «témoins», mais exigent notre présence et notre participation **active**.

Luttes non purement prolétariennes

□ b) Bien que dans ces mouvements la composante prolétarienne aille en s'étendant et en se consolidant de plus en plus (on a pu le constater même dans les mouvements de Zürich), il est **inévitabile** que surtout le mouvement des jeunes et des squatters entraîne des couches importantes de petits-bourgeois, d'étudiants, d'intellectuels, etc., qui y apportent leur mentalité spécifique (ce qui se traduit presque toujours par des idéologies bien connues) de rebelles à un «système» dans lequel toutefois ils voudraient s'intégrer et avancer alors qu'ils ne s'y sentent plus suffisamment intégrés. Ces rebelles ne le sont pas par principe ou par destination historique, mais par une situation contingente d'enfants négligés et marginalisés: dans leur grande masse, ils n'ont ni la force ni la volonté de renier leur origine.

Il s'ensuit que ces mouvements sont accessibles à des aspirations et à des idéologies non seulement réformistes en général — même si elles sont radicales par les termes dans lesquels elles sont formulées

et par les moyens par lesquels elles cherchent à s'affirmer — mais même, à certains moments, d'«extrême-droite», sans parler de l'influence que, comme le montrent les mille exemples que nous voyons tous les jours, peuvent y conquérir la religion, le mysticisme, les églises de toutes confessions, et autres «drogues». Leur caractère **objectivement** positif est donc inséparable d'une fragilité **subjective** qui tient aussi bien à la nature composite de leur base sociale qu'à l'ambiance extérieure qui, du moins **aujourd'hui**, les entoure.

Notre attitude **ne peut donc pas être** une attitude de «soutien inconditionnel», mais elle est inséparable de la possibilité de développer tous les aspects du mouvement qui le placent face aux institutions sur un terrain classiste, donc susceptible d'être relié, du moins en perspective, à la lutte de la classe ouvrière de façon à pouvoir combattre **dans les faits** les orientations de type anarchiste, individualiste et idéaliste. Notre attitude doit donc être aussi une attitude de **critique** des objectifs fixés par ceux qui les

dirigent immédiatement ou qui les influencent, et des méthodes qu'en toute cohérence ils se donnent.

La lutte doit se situer, en ce qui nous concerne, sur trois plans qui, sans être identiques, sont reliés entre eux:

— lutte à l'intérieur de ces mouvements et de ces organismes pour la défense d'une ligne **unitaire de classe**.

— **explication** (interne et externe sur la base de critères évidemment différents) du lien existant entre lutte immédiate et lutte politique en s'appuyant sur les expé-

riences **réelles** acquises au cours des luttes;

— **critique théorique et programmatique** dans nos organes de presse et dans notre propagande de parti, et, mais uniquement quand l'occasion s'en présente, **aussi** dans des organismes placés, par leur activité même, devant des questions politiques essentielles. Le parti doit donc savoir d'avance que non seulement son intervention devra aboutir à un affrontement, mais aussi que sa route et celle des «autres» devront tôt ou tard se séparer, et souvent de façon violente.

Le lien avec l'ensemble de la classe

□ c) Aujourd'hui surtout, pour nous le problème n'est pas tant ou pas seulement d'«expliquer» à des mouvements et à des organismes de ce genre que la classe ouvrière est la seule classe révolutionnaire de la société moderne et qu'il est nécessaire de se relier à ses luttes comme seule garantie de succès: car si ces luttes font défaut ou s'affaiblissent, ce rappel aurait comme seul effet de démoraliser ceux qui se battent. Le problème est d'agir au sein de ces mouvements et de ces organismes pour renforcer leurs poussées les plus authentiquement combatives et subversives, pour les aider à surmonter les multiples «complexes d'infériorité» par rapport aux «pouvoirs publics» dont ils souffrent habituellement et, pour les faire sortir de leur isolement en les reliant aussi à d'éventuels mouvements de nature classiste. D'autre part, il s'agit d'intéresser à leurs problèmes et à leurs luttes les ouvriers des grandes entreprises industrielles en rompant le mur du silence que la bourgeoisie et l'opportunisme dressent autour d'eux et en montrant que les revendications qu'ils avancent concernent directement ou indi-

rectement, dans l'immédiat ou en perspective, **tous** les exploités du capital, et que la solidarité à leur égard constitue un des facteurs de victoire des luttes présentes et futures de **tout** le prolétariat.

Jeunes, immigrés, squatters, victimes de la répression, prisonniers politiques sont aujourd'hui, avec les chômeurs en général, des troupes d'avant-garde d'une guerre de classe qui devra les **absorber** en leur donnant la force, l'organisation, la clarté et l'homogénéité d'orientation qu'elles n'ont ni ne peuvent avoir par elles-mêmes. Il s'agit de travailler dès maintenant **dans cette direction**, en contribuant à en jeter les bases politiques et aussi pratiques et organisatives (ou à faciliter leur développement) et en mettant à profit dans ce but les expériences positives et négatives que nous avons déjà acquises au cours des dernières années et qui sont trop souvent restées le patrimoine local des sections. Il n'est pas utile de s'attarder à démontrer que cet «axe» particulier est étroitement lié, en fait et dans les principes, aux deux axes précédents.

Le travail dans les différentes aires

Des aires comme l'Amérique Latine, le Maghreb, le Moyen et le Proche-Orient (et en particulier aujourd'hui l'Iran), ou en Europe, la Pologne, qui continuent à être le centre de mouvements de grèves gigantesques ou de tentatives insurrectionnelles, exigent que soit renforcée notre presse — sous forme de périodiques ou de brochures — dans les différentes langues. Un soin particulier doit être consacré aux liens organisatifs déjà existants avec ces aires et à leur renforcement. Tout le parti doit être mis périodiquement, et, dans des cas particuliers, immédiatement, au courant de la situation et des luttes du prolétariat et de l'état de notre organisation dans ces régions. Surtout, il doit se former un centre dirigeant du parti qui soit non seulement dans les intentions mais **dans les faits** l'organe d'encadrement et d'orientation de toute l'organisation. D'autre part, la répression dont ces aires sont l'objet de la part de

l'Etat et de corps armés para-légaux rendent encore plus urgente l'étude de systèmes plus efficaces de sécurité du parti et d'autodéfense de la classe.

En même temps, étant donné que l'on note déjà les premiers signes d'un réveil des grandes luttes revendicatives dans les grands pays industrialisés, particulièrement en Grande-Bretagne et en France, l'attention du parti ne peut ni ne doit se concentrer exclusivement sur les zones les plus chaudes du globe, mais doit suivre constamment la soudure entre les phénomènes récurrents de luttes prolétariennes de vaste ampleur à la «périphérie» (mais une périphérie de moins en moins éloignée) du monde capitaliste, et leur reprise dans ses parties centrales.

C'est là d'ailleurs que les luttes dans les aires dont nous avons parlé plus haut, trouveront leur conclusion définitive et leur solution.

Les «axes» fondamentaux que nous avons rapidement indiqués laissent ouverts — comme nous l'avons dit dans le second paragraphe — les autres secteurs vitaux du parti: la réaffirmation de la théorie et «l'application, par rapport aux nouveaux groupes de faits qui se présentent, des principes programmatiques, c'est-à-dire de la conscience théorique du mouvement» et donc aussi le renforcement de l'activité de propagande du but final du mouvement communiste: la «défense de la structure organisationnelle contre des influences étrangères et opposées à l'intérêt révolutionnaire du prolétariat»; le développement du militantisme prolétarien et communiste qui doit être le trait distinctif et la façon d'être réelle, dans toutes ses ramifications, du parti de la révolution et de la dictature du prolétariat, et l'adaptation d'un réseau organisationnel qui dans tous ses chaînons, centraux et périphériques se ressent encore fortement des habitudes et des inerties de son enfance — une enfance glorieuse, mais qui n'en reste pas moins, pour

ce qui est de la capacité d'intervention dans le vif des luttes de classe, une enfance —; l'amélioration de nos organes de presse en fonction des exigences du cycle historique en cours et la liaison étroite entre les différentes rédactions, en vue tant de l'homogénéisation du contenu et de la forme des différents organes que du développement de «campagnes» **uniques** ayant un seul thème central, etc.

L'objet de la présente circulaire n'était pas de préciser les détails tactiques et organisationnels d'une activité extrêmement articulée comme celle qui devra nécessairement se développer sous l'impulsion de la situation internationale, mais de rappeler ses lignes essentielles et de montrer sa nécessité urgente par rapport aux données objectives du cours historique de la société présente et aux principes généraux du parti. Des directives plus précises et actualisées en fonction de la situation seront données sur le plan international et national sur les différents points touchés par cette circulaire.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:

La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

TRAVAILLEURS INTERIMAIRES (2)

Les moyens de se défendre

Les «abus» criants, qui sont en fait la règle dans l'emploi des travailleurs intérimaires (voir article dans le numéro précédent du *Pro-létaire*) et surtout les luttes engagées spontanément par des intérimaires ont obligé les forces politiques et syndicales à donner un semblant de réponse.

Des syndicats «compréhensifs»

La CGT a fait depuis plusieurs mois de grandes démonstrations contre l'intérim: détournements de fichiers, bombages et attaques d'entreprises. Mais dans les entreprises où travaillent régulièrement des intérimaires, elle a l'habitude de tenir un double langage. Elle alterne les tracts demandant (le plus souvent sans lutte) l'intégration des intérimaires — formule qui figure dans le *Manifeste des travailleurs temporaires CGT* —, et ceux qui réclament l'arrêt de l'embauche des intérimaires: c'est-à-dire qui désignent de fait devant les travailleurs «permanents» l'intérimaire (et l'auxiliaire ou le non titulaire en général) comme le galeux responsable de tout le mal.

Ou encore, elle s'en tire avec la formule équivoque de «l'embauche aux postes de travail existants» des intérimaires. Et si le patron répond que le poste n'existe pas, le tour est joué!

Que le syndicat des travailleurs intérimaires CGT reste une structure à peu près vide (sauf dans des grandes entreprises comme Manpower), on ne peut a priori lui

en faire grief, vu les difficultés extrêmes du travail dans ce milieu. Mais la CGT insiste pour que les intérimaires se syndiquent **entre eux**, le lien avec les travailleurs stables devant être assuré par des «commissions syndicales», le plus souvent fantomatiques.

Pourquoi se plaindre ensuite que les intérimaires ne bénéficient pas d'institutions comme les délégués du personnel, si l'on commence par les confiner dans un ghetto?

La CFDT, elle, souhaite que les intérimaires et les travailleurs employés par les sous-traitants soient plus intégrés à l'entreprise. Elle veut — formule reprise par le ministre Auroux — «reconstituer la communauté de travail». Mais c'est, comme elle l'a montré pendant les grèves des nettoyeurs du

métro, pour se donner les moyens de défendre sa politique industrielle, dans une perspective de cogestion responsable, et non de riposte plus compacte et plus unitaire des travailleurs. En fait de solidarité, les nettoyeurs n'ont eu droit en 79 qu'à quelques heures de grève symbolique de la «communauté de travail»! La CFDT partage tout à fait à cet égard la perspective du RPR Cousté, qui craint que l'intérim ne soit un facteur de «désresponsabilisation» des travailleurs.

L'ensemble des syndicats se résigne en réalité à cette prétendue nécessité économique, et n'a pas d'autre but que de «moraliser» l'intérim, ou de «maîtriser son développement» en signant des accords, en s'imposant aux agences comme partenaire social — comme l'a fait la CGT depuis

1969 à Manpower —, et en demandant l'accroissement parallèle du contrôle de l'Etat. Sur de telles bases, la «nationalisation de l'intérim» réclamée par l'OCI n'aurait aucun effet sur la situation matérielle des intérimaires.

Même contrat pour tous

La perspective pour les intérimaires et pour les travailleurs «stables» doit être l'égalisation vers le haut des conditions de travail et de salaires de tous. L'embauche immédiate de ceux qui le désirent peut en être la traduction concrète, mais le fait qu'une minorité d'intérimaires préfèrent la mobilité ne doit pas être un prétexte pour refuser de se battre pour toute autre forme d'égalisation des situations entre les travailleurs.

La formule la plus générale, c'est d'exiger un **même contrat pour tous**, le plus favorable aux travailleurs: le **contrat à durée indéterminée**. Ce contrat est loin de «garantir» les salariés contre le licenciement, mais il leur assure quelques dédommagements et peut être un point d'appui dans la lutte contre l'arbitraire patronal.

Cette lutte, actuellement, est entravée par les multiples possibilités de division: chacun, permanent ou intérimaire, peut, a priori, considérer l'autre comme un privilégié. Des revendications minimum, comme le droit pour les intérimaires à l'utilisation des vestiaires, douches ou cantines, peuvent donc être une occasion

concrète d'abattre ces barrières des deux côtés. Mais il n'est pas question de s'enfermer dans ces points de détail, sous peine d'accréditer l'idée d'une discrimination insurmontable et permanente entre les catégories. D'ailleurs, les menaces que la crise fait peser aussi sur les travailleurs fixes, à plus ou moins longue échéance, doivent être utilisées pour les rendre plus sensibles aux intérêts communs et à nécessité de faire front.

Des luttes ont pu imposer avec succès non seulement des améliorations, mais même l'embauche immédiate, surtout quand la direction avait eu l'imprudence d'engager, pour des tâches urgentes, un noyau d'intérimaires se connaissant déjà.

Souvent, la direction, quand elle ne peut pas jeter tout le monde dehors, essaie de diviser le plus possible en accordant par exemple quelques avantages aux intérimaires «de longue durée»: la diversité des situations favorise toutes ces manœuvres contre lesquelles les travailleurs doivent être vigilants. Des travailleurs intérimaires ont pu renforcer leur pression en prenant contact entre différentes boîtes (par exemple dans le bâtiment) et en se donnant une plate-forme commune.

Sans préparation, dans ce secteur, on est particulièrement exposé: il est nécessaire de dépenser beaucoup d'énergie pour établir et maintenir le contact tous azimuts. Il importe de susciter la sympathie des tra-

(suite page 8)

La politique de l'UCF Intérimaires, restez-le

Les maoïstes de l'UCF avançaient jadis l'embauche des intérimaires. Aujourd'hui, "l'enquête" leur a appris, à Billancourt notamment, que les intérimaires se considéraient comme plus combattifs que les autres et ne se plaignaient pas (!) de leur situation. Aussi, en bons "Perroquets" () des réactions immédiates, ils prétendent organiser les intérimaires, mais surtout, les préserver des tentations de la stabilité et du salariat régulier, qui leur feraient perdre leur combativité et leurs vertus révolutionnaires! Pour "défendre" les intérimaires, ils réclament donc le maintien des discriminations à l'encontre. Les patrons peuvent applaudir cette ultime forme de la "politique du pire" façon anarchiste, dans sa version la plus caricaturale!*

(*) Titre donné par l'UCF à son nouveau périodique

REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Sans luttes, pas de «bon accord»

Les négociations sur le temps de travail, menées actuellement branche par branche, peuvent-elles apporter un soulagement aux travailleurs? Voyons l'exemple d'un «bon» accord, d'un accord pilote: celui signé le 28 novembre 1980 par les syndicats (sauf la CGT) et le patronat du verre, et son application pratique dans la branche verre du trust BSN-Gervais-Danone.

Sérieux progrès sur le papier: création de la 5^e équipe (réclamée par les syndicats dans plusieurs secteurs), horaires réduits à 33 h 36 par semaine pour les travailleurs postés.

Le bénéfice est d'abord pour le patron: gestion des périodes travaillées beaucoup moins lourde, car le roulement par 5 équipes permettra une répartition fixe (6 jours de tournant, 4 jours de repos par ouvrier), alors que les postés avaient auparavant une certaine liberté de choix pour leur repos (autant de perdu pour eux, au passage...). Et surtout - Léon Blum l'expliquait très bien au procès de Riom: les patrons ont tort d'avoir des préventions, la multiplication des équipes permet de rentabiliser les machines coûteuses, qui peuvent ainsi marcher 24 heures sur 24 ... sans embauche supplémentaire. Déjà, de 1973 à 1978, les effectifs de BSN ont baissé de 8230 à 7782 salariés, pendant que l'entreprise investissait des centaines de millions pour se moderniser. Dans certaines brigades de production, la productivité a augmenté de 38% entre 1972 et 1976, et la direction compte bien l'accroître avec la nouvelle organisation des équipes et de l'ensemble du travail en conséquence.

La réduction du temps de travail ne créera donc pas d'emplois, au contraire. Mais les conditions de travail en seront-elles améliorées? Dans le nouveau planning, il est prévu de décaler les équipes de une, deux ou trois demi-heures. Par exemple, 5 heures-13 heures, au lieu de 4 heures-12 heures auparavant.

Cela ne change pas grand-chose à la fatigue des postés, qui changent de rythme tous les deux jours, mais cela permet d'économiser sur les compléments de salaire dus pour travail de nuit. Ce ne sont pas des décalages d'une demi-heure qu'il faut exiger, mais la **suppression du travail de nuit et du travail posté** dont toutes les études montrent la nocivité pour la santé et l'équilibre des travailleurs, mais qui continuent malgré tout à s'étendre. Revendication irréaliste? Disons plutôt que c'est le type même de revendication qui met en évidence la barbarie du capitalisme, et son incapacité à utiliser les énormes progrès techniques au profit des plus simples besoins humains...

A BSN en tout cas, les contremaitres ont reconnu qu'avec un tel planning, les travailleurs auront besoin de trois jours au moins sur leurs quatre jours de repos simplement pour récupérer, surtout avec la chasse aux temps morts qui va s'accroître, et l'accroissement du nombre de machines à surveiller.

Mais ce n'est pas tout. La direction entend faire payer aux travailleurs ses soi-disant «sacrifices»: plus que 21 jours de congé, désormais, dont 18 seulement groupés, au lieu des 24 antérieurs. Pertes de salaire (entre 2,5 et 6%), à cause de la réduction des

heures supplémentaires dues pour le travail de nuit et du dimanche. Les travailleurs n'arrivaient à toucher un salaire décent qu'à l'aide de tous ces suppléments, concédés au prix d'une accumulation des conditions dites «exceptionnelles» d'exploitation. D'autre part, la direction avait annoncé d'emblée que les travailleurs devaient collaborer aux gains de productivité (augmentation des cadences, etc.) nécessaires soi-disant pour financer ce passage à la cinquième équipe.

En signant ces accords, la CFDT a donc tout bonnement accepté de vendre la peau des travailleurs. Quant à la CGT, si elle n'a pas signé, elle n'est pas blanchie pour autant: elle a accepté depuis la deuxième phase des négociations, c'est-à-dire la mise au point par entreprise des réductions de salaire, type de discussion qui laisse les travailleurs isolés et sans grand moyen de pression face au patronat.

Voilà donc le contenu d'un accord «favorable» aux travailleurs. Que seront alors les «mauvais» accords, qui s'annoncent nombreux, puisque dans la plupart des négociations en cours, le patronat refuse de descendre au-dessous de 39 heures, avec accélération des cadences et perte de salaire non compensée!

La voie à suivre, c'est celle des salariés des Caisses d'Épargne, de Peugeot, des usines Cibié dans la région parisienne, et d'autres qui, lassés des promesses creuses, se sont mis en grève pour exiger la réduction du temps de travail tout de suite, sans baisse de salaire et avec embauche de personnel.

Correspondance

PTT

Agitation pour le logement

L'administration des PTT procède à des recrutements en région parisienne. La plupart de ces nouveaux agents arrivent de province et sont donc sans logement. Les PTT, qui imposent ces migrations aux travailleurs, disposent de foyers et de résidences à loyer «modéré», mais en nombre bien inférieur aux besoins.

Par exemple, pour Paris-surface, il y a 15.000 demandes de logement PTT pour 7.500 logements déjà occupés. Pour loger provisoirement les nouveaux agents, l'administration a enclenché un processus de 1.000 expulsions de résidents dans les foyers PTT, courant novembre. En principe, le séjour en foyer est limité à six mois, mais, vu la situation de crise du logement, et l'espoir de revenir chez eux, beaucoup de travailleurs le prolongent.

Les fédérations syndicales connaissent ce projet depuis juillet 1981 mais n'ont rien révélé. Quand les lettres d'expulsion sont arrivées en octobre, les résidents ont été pris au dépourvu, et réduits, pour la plupart, à des réactions individuelles et à la démerde chacun pour soi.

Dans le Val-de-Marne, cependant, à l'initiative des militants CFDT de Créteil-CTA la résistance a pu s'organiser sur quelques foyers. Des réunions de résidents inter-foyers ont été organisées pour s'opposer aux expulsions, et pour exiger une prise en charge des frais de logement par l'administration. En particulier, les salariés revendiquent le paiement des cautions et frais d'agence par les PTT pour les agents qui souhaitent quitter le foyer. Il faut savoir qu'un simple trois pièces à Créteil se loue au minimum 2.000 F par mois, soit les 2/3 d'un salaire de débutant, et qu'il faut 6.000 F de frais d'agence pour entrer dans l'appartement.

Cette mobilisation a permis aussi de faire une petite agitation sur la question du logement en général pour tous les travailleurs (loyers, conditions de vie, etc.). Une manifestation a été organisée à Paris: devant le refus des travailleurs de quitter le foyer, l'administration a dû reculer et promettre de ne recourir à aucun moyen de contrainte, du moins dans l'immédiat, vu l'explosion que cela risquait de provoquer. Cette agitation n'a quasiment pas dépassé les limites du Val-de-Marne, les syndicats n'ayant organisé aucune riposte concrète dans les autres départements parisiens.

Nous reviendrons dans un prochain journal sur d'autres luttes pour le salaire et la réduction du temps de travail menées dans le même secteur. La tâche essentielle des travailleurs combattifs et des militants communistes est de combattre les illusions que peuvent garder les travailleurs par rapport au gouvernement de gauche, tout en contribuant partiellement, dans l'action et par la lutte, à coordonner les efforts de résistance et d'organisation que tentent de saboter centralement les fédérations syndicales.

Grève des sans-papiers: contre le front patrons-gouvernement-bonzes

Au moment même où la lutte doit s'étendre pour prendre des forces, elle se heurte désormais au sabotage ouvert de la CFDT, qui avait tenté jusque là de la prendre dans le sens du poil pour chercher à la contrôler.

Ce que cherchent les bonzes CFDT

La lutte des sans-papiers de la diffusion n'a pas tellement vu la CGT qui, y ayant flairé le gauchiste, a préféré laisser le terrain libre à la CFDT. Cette dernière, qui est parvenue à mettre un pied dans la lutte à partir de la grève de Richard-Lenoir par le biais des procédures légales de négociation que le niveau de la lutte n'avait pas encore la force de surmonter, commence aujourd'hui à l'entraver sérieusement.

Fort de l'expérience de la grève du métro de 1977 et surtout de celle des travailleurs du Sentier de 1980, la bonzerie CFDT a une doctrine parfaitement établie: elle ne vise ni plus ni moins qu'à utiliser la lutte ouvrière non pas pour servir à renforcer l'organisation indépendante de classe contre la bourgeoisie et son Etat, mais pour aider l'Etat à «moraliser» les différents secteurs, à rendre plus «propre» l'exploitation capitaliste.

L'intervention des syndicats est même indispensable non seulement pour amortir les conflits sociaux — tâche permanente des réformistes —, mais pour compléter l'administration. En effet, bien souvent, une lutte est nécessaire pour révéler l'existence de travailleurs clandestins et donc de patrons irréguliers. Il faut

donc s'introduire dans les luttes et chercher à les contrôler pour connaître le nom des principales entreprises du secteur. Alors, on invite les patrons à une «table ronde» pour une convention collective. Cette dernière s'imposera alors aux autres patrons. L'administration n'a plus qu'à faire son travail. Et les bonzes toucheront des subventions pour ce travail «irremplaçable». Prétendre qu'il s'agit là de la «défense des travailleurs» est une autre affaire!

Les bonzes CFDT en contradiction ouverte avec les besoins de la grève

Les bonzes de la CFDT ont donc une certaine latitude pour reprendre les revendications des travailleurs. Du moins tant qu'ils n'ont pas encore pu prendre de la lutte ce qu'ils en attendent.

C'est ainsi que les bonzes du syndicat BETOR, Pub RP, et de l'UD Paris ont proposé, à Bastille, une «alliance» avec la Coordination, afin de «contrôler le secteur» et d'obtenir une «négociation globale», à laquelle le Comité serait associé: c'est qu'ils avaient besoin d'une AG de tous les travailleurs afin de «faire leur enquête» sur le secteur.

En effet, les bonzes n'ont même pas les bras que possèdent la Coordination et son Soutien pour faire ce travail. Et surtout, ils n'ont pas la confiance des travailleurs pour y parvenir! Mais comme on s'en doute, derrière ces positions «alléchantes», il y avait

une condition expresse, contribuer à contenir la lutte dans le seul secteur de la distribution!

La raison de cette attitude est simple: puisque les bonzes cherchent à «moraliser le secteur» et non à organiser la lutte collective pour faire céder l'adversaire, la révélation de leurs manœuvres devant les grévistes devait mettre en évidence leur refus d'étendre la lutte à d'autres secteurs, ce que les travailleurs ressentent précisément comme une nécessité.

C'est pour la même raison que les bonzes CFDT ont bien «admis» la lutte pour le contrat de travail, mais sont toujours restés très vagues sur la régularisation, avancée du bout des lèvres. Cependant les grèves de la Bastille et de la rue de Madagascar, où les patrons refusent le contrat, ont poussé les travailleurs à mettre en avant avec force dès à présent la régularisation immédiate et sans conditions de tous, ce qui heurte naturellement l'Etat. Elles ont contraint les bonzes du BETOR et de l'UD à s'opposer ouvertement à cette revendication qui est un moteur de la lutte.

Très tôt donc, les tentatives hypocrites de ménager la Coordination pour lui faire tirer les marrons du feu tout en manœuvrant derrière son dos ont cédé la place à la guerre ouverte. Certes, les bonzes ont pu prendre appui sur certaines faiblesses de la lutte à EHO-Bastille.

Ils y avaient d'ailleurs déclenché la grève à contre-temps pour court-circuiter la Coordination. Celle-ci a pu malgré tout s'imposer dès le départ comme direction

(suite page 8)

Le rassemblement du 21.11.

Voilà presque un mois que les grévistes de la rue de Madagascar occupent leur entreprise. Ils ont utilisé tous les moyens pour informer de leur lutte et faire aboutir leurs revendications... Mais ils ont trouvé un mur compact en face d'eux: le patron qui ne cède pas et bénéficie de la solidarité des autres patrons du secteur, la justice qui a fini par ordonner leur expulsion des locaux, le gouvernement qui cherche clairement par ses promesses et sa démagogie à faire pourrir la situation.

La fin des illusions premières sur des possibilités de règlement auraient pu mener au découragement et à la défaite. Elles ont au contraire renforcé la détermination des travailleurs, comme en témoigne cet extrait de tract d'appel au rassemblement du 21 novembre devant le secrétariat d'Etat aux travailleurs immigrés, organisé par les grévistes de Madagascar et le Comité de coordination.

«Nous en avons marre, marre d'attendre et de souffrir, marre des négociations, des démarches et des rendez-vous continus qui n'aboutissent à rien, marre de la démagogie. Nous décidons de continuer la lutte et de compter sur nos propres forces.

Nous sommes persuadés aujourd'hui que les promesses et les négociations bidon ne peuvent constituer une issue à nos revendications, c'est pourquoi nous décidons de réagir, de ne plus attendre et de continuer notre lutte.

Nous appelons tous les travailleurs immigrés avec ou sans-papiers à venir nous renforcer. Grâce à leur solidarité active, nous vaincrons. Nous vaincrons aussi grâce au soutien effectif des travailleurs français car notre lutte est la leur, elle concerne tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité.

— Régularisation sans conditions de tous les sans-papiers (y compris ceux arrivés après le 1^{er} janvier 1981).

— Un contrat de travail pour tous

— Non aux licenciements.»

Le rassemblement, qui a vu la participation de 100 travailleurs des autres entreprises, sauf, ceux de Bastille malheureusement, et une délégation de travailleurs turcs a été assez combatif et a donné des perspectives d'élargissement de la lutte et de mobilisation plus forte dans les prochaines semaines.

UNE SEULE VOIE : LA LUTTE COLLECTIVE !

(Suite de la page 1)

Ces artisans plus ou moins réguliers utilisent à leur tour des travailleurs généralement clandestins, c'est-à-dire sans carte de séjour, dont un petit noyau est permanent et le reste formé par des temporaires. De plus, comme dans d'autres secteurs de petites entreprises, tels que l'hôtellerie, le nettoyage, une partie du bâtiment et la confection, ces travailleurs n'ont pas de contrat (*).

La bourgeoisie et son Etat ont tout intérêt à contrôler ce qui se passe dans ces secteurs pour faire rentrer les impôts, mais aussi pour protéger les patrons «honnêtes» contre la concurrence déloyale de ceux qui ne paient pas leurs impôts, utilisent des travailleurs au noir avec des salaires inférieurs à la normale et ne paient aucune charge. C'est ce qu'on appelle la «moralisation» de la profession, à laquelle les syndicats participent de toutes leurs forces et qu'ils présentent aux travailleurs comme une condition pour améliorer leur sort.

Le gouvernement de gauche a levé le glaive de la justice et annoncé amendes et peines de prison pour les patrons irréguliers, mais... à partir du 1^{er} janvier 1982. En attendant, ils peuvent se faire régulariser et leurs saloperies sont... amnistiées.

Leurs victimes n'ont pas droit à la même clémence: les travailleurs entrés en France avant le 1^{er} janvier 1981 et en possession d'un contrat de travail d'un an ont droit

à la régularisation. Cela concerne si peu de monde que moins de 35.000 demandes ont été déposées, alors qu'on estime les clandestins à quelque 300.000!

De nombreux exemples révélés par les grèves de la diffusion montrent que beaucoup de patrons refusent carrément les contrats aux travailleurs qui en font la demande, quand ils ne les licencient pas sur le champ. Et même lorsque les travailleurs font intervenir l'inspection du travail pour faire «valoir leurs droits», ils se retrouvent à la porte sans que le patron soit inquiété!

Il est certain que la «moralisation» indispose petits patrons et artisans irréguliers, d'où la hargne de ces esclavagistes envers une administration qu'ils confondent avec le... communisme, parce qu'elle veut mettre un frein à la double exploitation à laquelle ils soumettent des prolétaires vulnérables. La plus grande partie de ceux-ci, en effet est menacée par la perspective de l'expulsion et du retour forcé au pays, le Sénégal, le Maroc, l'Egypte, la Turquie, où leurs familles sont déjà frappées par la misère décapitée par la crise capitaliste internationale.

Avec la lutte collective un espoir

Devant cette perspective tragique, un petit groupe de travailleurs d'une entreprise de

Montrouge a serré les coudes dès septembre pour obtenir le contrat de travail, condition première exigée par le gouvernement pour la régularisation. Puis, d'autres ont suivi: à ce jour, une dizaine d'entreprises du secteur de la diffusion (Montrouge, Montreuil, Ivry, Richard-Lenoir, Marcadet, Bastille, Porte de Charenton...).

Mais la lutte pour le contrat qui oppose les travailleurs aux patrons n'est qu'un premier pas pour obtenir la régularisation. Ensuite, les travailleurs unis par la lutte se heurtent ensemble à l'Etat, qui refuse la carte à ceux entrés après le 1^{er} janvier. C'est en se plaçant dans cette perspective que les travailleurs de Montrouge ont pu continuer la lutte même après avoir obtenu le contrat de travail, se donner avec l'aide du GTI (Groupe de Travailleurs Immigrés) un comité permanent.

Celui-ci a contribué à organiser la lutte sur d'autres entreprises contre les licenciements et pour les contrats, et cherche à étendre la mobilisation pour obtenir la régularisation sans condition de tous les sans papiers.

Dès le début le Comité de Coordination a cherché à briser le mur de silence et de mensonge pour éveiller la solidarité des autres travailleurs, immigrés et français, en mettant en relief le fait que ces revendications intéressent toute la classe. Ce travail a été payant puisqu'aujourd'hui fonctionne un comité de soutien actif; des travailleurs et militants de diverses

organisations y travaillent pour épauler le Comité de coordination pour la popularisation de la lutte et dans ses tâches logistiques. Surtout, la lutte commence à attirer la sympathie et l'intérêt de travailleurs d'autres secteurs: bâtiment, hôtellerie, etc., où ils sont encore dispersés, mais où la lutte tend à s'étendre. Une jonction a été faite avec des foyers de travailleurs, notamment africains, et des travailleurs turcs de la confection du Sentier, où deux ateliers sont en grève.

Il est clair qu'en montrant qu'il est possible, même dans un secteur aussi vulnérable, de faire reculer l'adversaire par une réponse organisée, les travailleurs de la diffusion sont en train de donner à tous les sans-papiers un pôle d'organisation. Il est du devoir de tous les prolétaires combattifs d'aider ce pôle à se consolider aujourd'hui, pour qu'il puisse remplir pleinement son rôle dans les prochains mois où les menaces d'expulsion vont se préciser, et où on ne pourra pas compter sur les syndicats, qui ont tous donné leur appui au projet.

(*) L'occupation de l'entreprise ARTIC à Ivry a permis de voir dans ses papiers que 20 à 30% de son chiffre d'affaire provenait des marchés passés avec le Conseil départemental et la municipalité d'Ivry. Comme quoi le PC et le PS, qui luttent contre le travail au noir, en sont... les premiers utilisateurs!

Permanences du Comité de coordination des travailleurs sans-papiers

Tous les mardis et jeudis de 18 à 20h, 27 av. de Choisy, 75013 Paris.

Camarades, venez y apporter votre solidarité et votre participation (aide financière, physique, matérielle, popularisation, etc.)

Prolétaires, camarades! Correspondez avec le Journal

Tous les militants, sympathisants, lecteurs peuvent utilement collaborer au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué, du point de vue économique, social et politique.

Faites parvenir au journal tracts locaux, correspondances d'événements, coupures de presse ou remarques que vous jugez utiles. La rédaction s'efforcera de les traiter avec soin et de les utiliser au mieux pour qu'à la lumière d'exemples pratiques tirés de la vie quotidienne des ouvriers, le journal rende plus compréhensibles les enseignements du communisme révolutionnaire.

Brochure "Le Prolétaire"

Foyers de travailleurs immigrés: Enseignements de six années de lutte.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● **A Bruxelles**: Le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

- **A Angers**: vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand Marché, place Leclerc.
- **A Caen**: Vente au marché St-Pierre, de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.
- **A Grenoble**: vente au marché St-Bruno, de 10 h à 11 h, les samedis suivants: 28 novembre, 19 décembre, etc.
- **Au Havre**: vente au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.
- **Au Mans**: vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.
- **A Laval**: vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.
- **A Lille**: tous les mercredis de 18 à 19 h, 27 rue Adolphe.
- **A Lyon**: 17 rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche de 14 h à 16 h, les samedis 5 et 19 décembre, etc.
- **A Nantes**: vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.
- **A Paris**: 20 rue Jean Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon. Vente tous les dimanches de 10h30 à 12h au marché d'Aligre.
- **A Rouen**: vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
- **A Roubaix**: vente au marché (face à la Poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.
- **A Strasbourg**: vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.
- **A Toulouse**: vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h soit les 6 et 20 décembre, etc.
- **A Valence**: vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 6 et 20 décembre, etc.

EN SUISSE

- **A Lausanne**: tous les samedis de 10 h à 12 h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup.
- **A Genève**: tous les mercredis de 18h30 à 20h, 73, rue de Saint-Jean (côté James-Fazy). Prendre ascenseur pour sous-sol, 1^{er} porte à gauche, puis 1^{er} porte à droite «atelier».

Le PCF pour le désarmement ...des autres !

Dans le cadre de la campagne du pacifisme européen, le PCF a fait tout un battage, fin octobre, sur le thème du **désarmement**: gros articles dans *l'Humanité*, tracts et pétitions sur les marchés, dans les usines et les lycées, participation à la marche et au meeting du 25. Le PCF réclame une réduction des armements à l'Est comme à l'Ouest, «**ni Pershing, ni SS-20 en Europe**», des négociations sur tous les armements nucléaires, l'interdiction de la bombe à neutrons, l'affectation d'une partie des dépenses d'armements à la lutte contre la faim dans le monde.

Il est facile de voir, d'abord, que ce pacifisme apparemment «impartial» (et qui est déjà un moyen de **désarmer le prolétariat** par l'appel interclassiste à l'union nationale de toutes les «bonnes volontés») est en réalité dirigé exclusivement **contre les USA**. A longueur de colonne, Reagan est dénoncé comme **LE** «fauteur de guerre», tandis qu'on reproduit avec approbation les appels hypocrites de l'URSS à la négociation. L'union au gouvernement avec le PS n'a donc pas effacé toutes les divergences en politique extérieure, en ce qui concerne le choix d'alliances de la France.

Un point d'accord profond demeure cependant avec le PS malgré ces divergences: c'est évidemment la volonté de **renforcer... l'armement de la France**, ce que les bourgeois appellent hypocritement «défense», ou

encore «dissuasion». Dans le numéro de septembre de *Correspondance armée-nation* (tout un programme!) Louis Baillet, responsable des questions de Défense au Comité Central du PCF, écrivait: «*Certaines prises de position de F. Mitterrand et C. Henu, qui marquent un infléchissement incontestable par rapport des prises de position antérieures, traduisent la volonté de doter la France d'une défense capable d'assurer son indépendance et sa sécurité* [le loup impérialiste se déguise toujours en agneau]. *Les communistes s'en réjouissent*». Et d'énumérer, parmi les raisons de se réjouir: la «stratégie de dissuasion de la France» (lisez: la force de frappe atomique), la mise en chantier du 7^e sous-marin nucléaire, le maintien du service militaire à un an, la nationalisation des industries d'armement. Rassurons-nous donc: le PCF n'a nullement renoncé à son chauvinisme pro-impérialiste!

Comme tous les vrais pacifistes bourgeois et petits-bourgeois, le PCF ne crie aujourd'hui «**la paix!**» que pour mieux **préparer la guerre**: que les autres impérialismes désarment, que le nôtre continue de s'armer jusqu'aux dents; union sacrée aujourd'hui dans la préparation de la guerre, union sacrée demain (comme hier) dans sa réalisation.

Prolétaires, souvenez-vous en! Guerre à la guerre et aux «pacifistes» du style PCF!

Nous signalons à nos lecteurs parisiens que notre presse est notamment en vente dans les librairies suivantes:
Parallèles-Alternatives: 47, rue St-Honoré, 75001 Paris.
La brèche: 9 rue de Tunis, 75011 Paris.
Librairie de la Cité Universitaire Internationale: Boulevard Jourdan, 75013 Paris.

**LE RASSEMBLEMENT RIPRA
LA LUTTE CONTINUE**

Le rassemblement organisé devant l'Ambassade d'Algérie à Paris le samedi 21 novembre par RIPRA, pour dénoncer la répression en Algérie et réclamer la libération de tous les prisonniers politiques, a été extrêmement combatif et enthousiaste, malgré une participation modeste.

De nombreux slogans ont été repris avec force, dénonçant en particulier la **répression, la Sécurité militaire et le colonel Attalia** ainsi que la **bourgeoisie**.

Les participants ont affirmé leur solidarité avec la récente manifestation qui vient de se dérouler à Alger contre le statut de la famille qui sanctionne l'infériorité de la femme et les brigades qu'elle doit supporter.

A noter également la solidarité manifestée avec les victimes de la répression au Maroc, ainsi que celle apportée par des prisonniers récemment libérés des prisons françaises, dont la prise de parole a été accueillie aux cris de: «Vive la solidarité internationale!».

Les organisateurs ont pris la parole à plusieurs reprises pour donner de nombreuses informations sur la répression en Algérie et expliquer les buts de RIPRA. Ils ont dénoncé la bourgeoisie algérienne, en démontant ses prétentions «anti-impérialistes» et «révolutionnaires», et montré que la lutte des travailleurs et des masses exploitées menée hier contre le colonialisme, et qui n'était pas seulement une lutte pour l'indépendance mais aussi une **lutte sociale**, se poursuit aujourd'hui contre la bourgeoisie au pouvoir.

La manifestation s'est dispersée en promettant qu'aucun épisode de répression de la bourgeoisie algérienne ne serait laissé sans réponse, et qu'on ferait mieux la prochaine fois! La lutte continue donc.

**Solidarité
avec les emprisonnés
de Lambèse**

Nous appelons tous les militants, lecteurs et sympathisants à manifester leur solidarité active avec nos camarades et contacts frappés par la répression bourgeoise en Algérie en versant un souscription pour leur défense.
Chèques bancaires ou postaux à l'ordre de SARO avec mention «Solidarité Algérie».

**ABONNEZ-VOUS
A LA PRESSE
COMMUNISTE**

**Soutenez le développement
international de la presse
du parti!
SOUSCRIVEZ !**

Les moyens de se défendre Contre le front patrons-gouvernement-bonzes

(suite de la page 6)

vailleurs permanents, de les inciter soit à engager eux-aussi la grève, soit au moins à assurer une solidarité financière et préparer la riposte en cas de licenciement des intérimaires. L'expérience prouve que les travailleurs permanents ne sont pas toujours aussi indifférents qu'on le prétend aux luttes des intérimaires, à condition qu'ils aient eu le temps de les voir travailler à leur côté, et des occasions de comprendre, même confusément, comment on cherchait à les opposer. Mais il faut aussi songer aux diverses formes de liens avec les autres boîtes.

Par exemple, lorsqu'une lutte très localisée remporte un succès partiel, il est particulièrement important de la faire connaître, de

répandre le «mauvais exemple» de la lutte, en combattant ainsi un découragement bien compréhensible.

C'est pourquoi une responsabilité très lourde incombe aux travailleurs les plus combattifs de l'intérim dans le domaine organisationnel. Ils ne doivent pas s'effrayer d'avoir à consacrer beaucoup d'efforts à **maintenir une continuité** dans un secteur où les conditions matérielles et sociales la rendent particulièrement difficile. Il y a eu dans ce sens des tentatives courageuses. Dans les années 75, des comités d'intérimaires ont tenté de se coordonner, ont publié une presse régulière. Cette première vague a souffert du repli sous l'aile des syndicats des groupes gauchistes qui les avaient souvent animés. De nouveaux groupes ressurgissent aujourd'hui malgré la répression. Travailleurs permanents et temporaires, tous doivent se sentir concernés, c'est-à-dire non seulement répondre par la solidarité en cas d'action des intérimaires, mais aussi imposer dans les réunions syndicales et dans les AG la question des intérimaires, travailler dans les entreprises, les syndicats, les comités et regroupements divers, dans le sens de l'unité. Sans oublier qu'elle s'obtient **d'abord** par la solidarité active des travailleurs les plus protégés contre les discriminations qui frappent leurs camarades de chaîne, d'atelier ou de bureau.

(suite de la page 7)

naturelle. Mais la lenteur entraînée par les formes de lutte qui se sont imposées et le jeu intelligent du Ministère ont permis à toute la mouvance démocratique et humanitaire de verser des larmes de crocodile sur la misère ouvrière, d'influencer et de tromper des travailleurs inexpérimentés malgré les efforts constants — et pas seulement les mise en garde — de la Coordination.

En fin de compte, les bonzes sont parvenus, en cheville avec le Ministère, à faire miroiter aux yeux des travailleurs de Bastille, des promesses de régularisation plus avantageuses, pourvu qu'ils se désolidarisent des autres travailleurs, notamment ceux de la rue de Madagascar, en lutte en même temps qu'eux.

Renforcer la détermination et la mobilisation, et combattre le réformisme

La manœuvre des bonzes a pour l'instant réussi à Bastille, dont les travailleurs ne sont pas venus au rassemblement du 21 novembre organisé par la Coordination. Parallèlement, la CFDT se met à organiser une permanence de sans-papiers concurrente de celle du Comité de coordination.

Pourtant, c'est au même moment qu'on apprenait le refus par le gouvernement de tenir les promesses avec lesquelles il a

trompé les travailleurs de Bastille. Ce fait a cependant encore renforcé la détermination des travailleurs des autres entreprises de la diffusion, venus nombreux, et des travailleurs du Sentier venus en délégation. Mais il n'est pas exclu qu'une fois leur expérience faite jusqu'au bout, les travailleurs de Bastille reviennent avec leurs camarades.

Il n'y a rien d'étonnant à cette conduite des bonzes: elle est strictement liée à leur **orientation de collaboration de classe**. La lutte est arrivée au point où elle a mis en pleine lumière le **front commun** gouvernement-bonzes syndicaux au moment même où la lutte est contrainte de prendre de l'essor, de **s'élargir** et de se renforcer pour exercer une pression susceptible de faire reculer l'adversaire.

La bataille engagée appelle l'aide de tous les prolétaires combattifs français et immigrés pour épauler cette lutte courageuse et desserrer par un front de lutte de classe dans les syndicats comme hors d'eux les mâchoires de

l'étau avec lequel gouvernement et bonzes prétendent la maîtriser.

Cette bataille exige donc à côté de l'appui et de la solidarité active des travailleurs, une lutte sans merci contre le réformisme et les manœuvres opportunistes. La tâche demande beaucoup d'énergie et de résolution, et les communistes révolutionnaires seront à leur poste.

**souscription
permanente**

LISTE N°18

- Bordeaux: 68 F; Laval: 900 F;
- Toulouse: 680 F;
- Lecteur Valence: 100 F; Anita, Wanda et F.: 200 F.
- «Solidarité Algérie»: Angers: 1200 F; Rouen: 700 F; Strasbourg: 170 F.
- Total 4018 F
- Total précédent: .. 114.937 F
- Total général 118.955 F

Correspondance abonnement:
20, rue Jean Bouton - 75012 Paris

Virements :
Chèque bancaire à l'ordre de Saro ou chèque postal à l'ordre du «Prolétaire»

**programme
communiste**

Correspondance pour la Belgique:
J.A. BP 199
1060 Bruxelles 6

Correspondance pour la Suisse
Editions Programme, 12 rue du Pont
1003 Lausanne

**LISEZ
ET DIFFUSEZ
EL-OUUMAMI**

Abonnements :
1 an - 60 F, 6 mois 30 F
pli fermé 90 F et 45 F

Abonnements de soutien:
à partir de 100 F

Directeur-gérant SARO
imprimerie -EP-
232, rue de Charenton - 75012 Paris
Distribué par les NMPP
N° d'inscription à la commission
paritaire de presse 52926